



Melun, le 11 juillet 2024

DÉCLARATION LIMINAIRE **CSAL** **DU 11/07/2024 :**

Madame La Présidente,

Suite à la 1^{re} convocation du 12 juin qui se tenait dans un contexte de dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président de la République, l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77 vous avait demandé de suspendre alors le dialogue social jusqu'à la fin des élections législatives.

Désormais, les résultats sont tombés.

Le fait que le Nouveau Front Populaire ait le plus grand nombre de députés est à mettre au crédit de la population et des forces du mouvement social dans toutes leurs composantes. Le président de la République est attendu pour présider autrement et écouter enfin les électeurs et électrices !

Le Rassemblement National et ses alliés sont écartés du pouvoir, ce qui est une bonne nouvelle. Pour autant, cette bonne nouvelle ne doit pas cacher la réalité : l'extrême-droite augmente très sensiblement le nombre de ses députés et reste, en nombre de voix, le premier parti du pays. Ses idées sont ancrées durablement dans la société et dans les territoires. Rien n'est donc réglé, nous sommes en sursis !

Cette situation est la conséquence directe des politiques libérales de ces dernières décennies qui n'ont eu de cesse de fracturer la société, de stigmatiser une partie de la population et de favoriser une minorité au lieu de l'intérêt général !

Depuis des années, et nos dernières déclarations liminaires en atteste, l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77 vous alerte des conséquences de ces politiques en dénonçant entre autres la casse du Service Public et particulièrement celui de la DGFIP, sa déshumanisation avec la dématérialisation à tout prix créant ainsi une population de seconde zone, tant en milieu rural que périurbain, les oubliés de tout.

Avec un nombre historique de députés du Rassemblement national n'ayant que la haine à la bouche, notre colère aujourd'hui est grande, très grande, face aux pouvoirs publics, aux politiques publiques qui n'ont ces dernières décennies servis les intérêts que d'une minorité en oubliant l'intérêt général !

Les sujets à l'ordre du jour, tels que la création d'une antenne SIE de Verdun, la création du centre de contacts des professionnels de Carpentras liés au Nouveau Réseau de Proximité (NRP) et à la Relocalisation, avec un transfert de mission et d'emplois vers ces services illustrent parfaitement le sentiment de déshumanisation et d'éloignement des services publics des usagers. La relocalisation de services dans les territoires est un leurre : elle vide insidieusement les services locaux et n'améliore aucunement la proximité tant demandée par les citoyens puisqu'il n'y a pas de renforcement du service de proximité.

Solidaires Finances Publiques 77 et la CGT Finances Publiques 77 condamnent fermement la création de cette antenne SIE à Verdun ainsi que le Centre de Contact des Professionnels de Carpentras. Ces réorganisations dessinent la disparition des SIE du 77 à terme, tout comme les SPFE du département.

Le résultat des élections le montre, les usagers recherchent un interlocuteur connu, humain et au plus proche de chez eux. Il est clair que les administrés de la « ruralité » avec la perte des services locaux, et en particulier de la perte du service public ont amené à l'augmentation du Rassemblement National.

Pour Solidaires Finances Publiques 77 et la CGT Finances Publiques 77, ce démantèlement de nos missions est inacceptable. Il ne permet plus de garantir la qualité de nos missions de service public. Pour les agents, le morcellement et la taylorisation des tâches, dans un contexte de suppressions massives de postes, entraîne une perte de sens au travail. L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77 appelle à un réel changement de cap porteur d'espoir pour les agents et pour les usagers. Le retour des services publics de pleine compétence (DGFIP, hôpitaux, la Poste...) sur l'ensemble des territoires ruraux et urbains au plus près des usagers est un facteur de cohésion sociale.

En deux points à l'ordre du jour, nous regroupons de nombreux maux de la DGFIP : le sentiment d'abandon et de relégation des usagers, l'opposition des territoires et des citoyens, le manque de moyens des services publics et les suppressions de services de proximité de pleine compétence.

Sur Ulysse 77, vous remerciez les agentes et agents ayant tenu des permanences au sein de France Services et de partenaires lors de la campagne de déclaration des revenus 2023. Si la DDFIP 77 a mis à disposition des agentes et agents, c'est pour répondre à un besoin de la population. De vous-même vous constatez que les usagers ont un besoin de proximité avec les agents des Finances Publiques techniciens. Pour notre part, nous constatons le démantèlement du maillage territorial et des services de pleine compétence provoqué par la mise en œuvre du NRP. Nous continuerons à dénoncer ces effets insidieux pour les services du département.

Cependant lorsque les agents assurent ces permanences, c'est au détriment de leurs services respectifs déjà en souffrance. Pour mener à bien l'ensemble de ces missions et répondre à la multiplicité des points d'accueils développés par le NRP, il y a une nécessité de création d'emplois, ce qui est contraire aux politiques menées depuis des années qui consistent à faire toujours plus avec toujours moins.

Et ce n'est pas le dernier mouvement local de mutation qui se voudra rassurant quant aux moyens humains mis à disposition dans les services : -23 C ; - 20 B ; - 8 A.

Nous vous rappelons donc l'urgence de l'arrêt des suppressions d'emplois, l'arrêt des restructurations et l'arrêt de toutes réformes destructrices de nos emplois et missions, qui dégradent inexorablement nos conditions de travail.

Au regard de la situation des services, pour le bien-être des agentes et agents, pour la qualité du service public, l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77 vous demande d'être attentive à la situation l'ensemble des services et de ne mettre aucune pression sur la réalisation des objectifs.

Passé ce focus et le parallèle entre l'ordre du jour et les résultats des élections législatives, la situation parlementaire issue de ce 2^e tour est exceptionnelle : 3 forces d'à peu près égale importance se partagent l'hémicycle, ouvrant une période d'instabilité dans laquelle le futur gouvernement se verra empêché d'agir et devra trouver des majorités pour légiférer.

Dans cette situation, en tant que citoyens et citoyennes nous sommes particulièrement inquiets. En tant qu'agents publics nous le sommes tout autant avec l'attente de visibilité d'un nouveau Gouvernement dans cette situation de crise. Les questions sont nombreuses sur le cap gouvernemental possible qui réponde à la situation politique et sociale, mais aussi sur la déclinaison des projets dans les diverses administrations, dont la nôtre.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77 continuera d'agir pour que la justice fiscale, la justice sociale et la justice environnementale deviennent enfin une réalité.

Nos alertes demeurent plus que jamais d'actualité. Nous exigeons une DGFIP renforcée, réhumanisée au service de l'intérêt général. Il est impératif que les oubliés et les méprisés soient enfin entendus et respectés.

Aussi, il est nécessaire que les revendications des personnels de la DGFIP, tant en termes d'amélioration des rémunérations que des conditions d'exercice des missions et de travail, soient une réalité. Et pour nous fonctionnaires cela passe avant tout par l'abandon pur et simple de tout projet de loi qui a pour objectif de casser la fonction publique.

L'inévitable changement de gouvernement impactera la DGFIP et les réformes en cours.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77 vous demande de suspendre le dialogue social, jusqu'à la clarification de la situation politique, ce qui nous permettra d'établir les priorités, dans l'intérêt partagé de la DDFiP 77 et de ses agents.

En parfaite cohérence avec l'agenda ministériel, nous vous demandons également le report du CSAL du 18 juillet sur la semaine en 4 jours, hâtivement initié à la DGFIP et qui dans la période n'a plus lieu d'être.

Au regard de notre déclaration, nous ne siégerons donc pas à ce CSAL.